



Assemblée générale

Distr. générale
28 octobre 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Point 121 de l'ordre du jour

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 1999

Troisième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 1999 (A/54/443). Au cours de l'examen du rapport, le Comité consultatif s'est entretenu avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni un complément d'information.

2. Le Comité consultatif note que, d'après les paragraphes 6, 8 et 12 du rapport, le montant estimatif des ressources nécessaires au cours de l'exercice biennal 2000-2001 comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social s'élève à 440 300 dollars. Ce montant serait imputé au fonds de réserve et, de ce fait, devrait faire l'objet d'une ouverture de crédits supplémentaires d'un montant de 86 900 dollars au chapitre 11A (Commerce et développement) et de 353 400 dollars au chapitre 22 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001. Comme il est indiqué au paragraphe 4 du rapport, il ne sera pas nécessaire de demander un montant supplémentaire au titre des services de conférence, des ressources étant déjà prévues dans le projet de budget-programme, non seulement pour les réunions qui étaient programmées au moment de l'établissement du budget, mais aussi pour les réunions ou prolongations de réunions qui seraient autorisées ultérieurement, à condition que les réunions ne soient pas plus nombreuses que les années précédentes et qu'elles soient réparties de la même façon.

3. Le Comité consultatif note que le rapport ne contient aucune estimation, calculée sur la base du coût intégral, des ressources supplémentaires nécessaires comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social, c'est-à-dire qu'il n'indique pas le coût des activités supplémentaires qui seraient financées à l'aide des ressources déjà prévues dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001. À ce propos, le Comité consultatif a demandé et reçu des informations supplémen-

taires sur les états, aussi bien écrits qu'oraux, présentés en 1999 au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires, y compris les commissions régionales, concernant les incidences sur le budget-programme des projets de résolution et de décision. Le Comité consultatif demande que dorénavant les rapports sur la question contiennent des estimations, établies sur la base du coût intégral, des ressources supplémentaires nécessaires, tant au titre des services de conférence qu'au titre des autres dépenses.

1. Le Comité consultatif a été informé qu'un état des incidences sur le budget-programme (E/1999/L.48) avait été publié à propos du projet de résolution II figurant dans le rapport du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses (E/1999/43). Le Conseil économique et social ne s'est pas encore prononcé sur le rapport du Comité. Au cas où le Conseil approuverait le projet de résolution, un additif au rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées qui font suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil serait publié.

2. Comme suite à sa demande, le Comité consultatif a reçu une liste des résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social contenant les termes «dans les limites des ressources disponibles». À ce propos, le Comité consultatif rappelle les paragraphes 66 et 67 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001¹, dans lequel il a noté avec préoccupation que, de plus en plus souvent, certains organes intergouvernementaux tendent à vouloir définir les modalités de financement d'activités devant être approuvées dans des résolutions concernant leur domaine de compétence, contrairement aux dispositions des résolutions 41/213 et 42/211 de l'Assemblée générale, en date des 19 décembre 1986 et 21 décembre 1987. Dans ce rapport, le Comité consultatif a également noté que les termes «dans les limites des ressources disponibles» figurent dans un certain nombre de résolutions et de décisions de l'Assemblée générale et souligné qu'il incombe au Secrétariat de faire savoir précisément à l'Assemblée s'il dispose des ressources nécessaires pour exécuter une activité nouvelle.

3. Le Comité consultatif a également reçu des renseignements complémentaires sur l'interprétation que le Secrétariat donne des dispositions des résolutions 52/220 et 53/214 de l'Assemblée générale, en date des 22 décembre 1997 et 18 décembre 1998, concernant les activités à caractère durable (voir annexe).

4. Le Comité consultatif recommande qu'à ce stade, la Cinquième Commission prenne note des prévisions de dépenses d'un montant de 440 300 dollars, étant entendu que tout crédit qui devrait être ouvert sera demandé par le Secrétaire général dans le cadre de l'état récapitulatif des incidences sur le budget-programme et des prévisions révisées qui sera présenté à l'Assemblée générale.

Note

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-quatrième session, Supplément No 7 (A/54/7).*

Annexe

Renseignements complémentaires sur l'interprétation donnée par le Secrétariat des dispositions des résolutions 52/220 et 53/214 concernant les activités de caractère durable, communiqués par le Directeur de la Division de la planification des programmes et du budget

Je tiens à confirmer l'exposé figurant dans le mémorandum que je vous ai adressé le 14 octobre 1999 concernant la procédure suivie pour appliquer les dispositions des paragraphes 15, 16 et 17 de la résolution 53/214 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1998. Le texte de cet exposé est reproduit ci-après aux fins d'information :

«Le rapport du Secrétaire général (A/C.5/52/42) sur les liens entre les modalités de financement des activités durables prévues dans le budget-programme et l'utilisation du fonds de réserve a été publié le 9 mars 1998. Le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a été publié sous la cote A/53/7/Add.9 du 8 décembre 1998. L'Assemblée générale a décidé de reporter l'examen des deux rapports.

Des ressources étaient prévues dans le budget de 1998-1999 au titre des rapporteurs spéciaux de pays conformément à la procédure établie et convenue relative aux activités de caractère durable, qui avait été arrêtée, en consultation avec le Comité consultatif, au cours de l'exercice biennal 1986-1987 et, ultérieurement, adoptée officiellement par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213 du 11 décembre 1986. Selon cette procédure, des ressources au titre des activités de caractère durable sont inscrites dans le projet de budget sur la base de l'expérience. En outre, conformément à cette même procédure, les mandats des rapporteurs de pays sont d'abord définis par la Commission des droits de l'homme et ensuite confirmés/approuvés par le Conseil économique et social. Une des principales raisons pour lesquelles cette procédure a été adoptée était de permettre d'appliquer les décisions de la Commission des droits de l'homme dans les meilleurs délais possibles et d'éviter le recours à de multiples états des incidences sur le budget-programme et à la procédure régissant les dépenses imprévues et extraordinaires.

Dans ses résolutions 52/220 du 22 décembre 1997 et 53/214, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à faire en sorte que les activités qui n'avaient pas été expressément prescrites par l'Assemblée ne soient pas financées. Le Secrétariat n'a pas financé de telles activités. Il a financé des activités prescrites par la Commission des droits de l'homme et approuvées par le Conseil économique et social conformément à la procédure approuvée par les États Membres dans la résolution 41/213 de l'Assemblée générale.»

La chronologie de l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999 concernant le renouvellement des mandats des rapporteurs spéciaux de pays est la suivante :

- a) Le fascicule du chapitre 22 du budget (Droits de l'homme), dans lequel des ressources étaient demandées au titre des rapporteurs spéciaux de pays, a fait l'objet d'une mise au point définitive le 13 mai 1997;
- b) Les mandats des rapporteurs spéciaux ont été définis ou renouvelés par la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session, tenue du 10 mars au 18 avril 1997;

c) Ces décisions de la Commission ont ensuite été approuvées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 1997 (juillet 1997);

d) L'Assemblée générale a pris note des chapitres pertinents du rapport du Conseil économique et social examiné par la Troisième Commission, dans sa décision 52/429 du 12 décembre 1997.

Le financement des activités des rapporteurs spéciaux de pays n'est pas tributaire de l'approbation du mandat desdits rapporteurs par l'Assemblée générale. Ces activités sont intégralement prescrites par un organe principal autre que l'Assemblée générale, à savoir le Conseil économique et social, et, en tant que telles, n'ont jamais été considérées comme étant régies par les dispositions des paragraphes 74 et 79 de la résolution 52/220 de l'Assemblée générale.
